

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/CML

Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société SUEZ RV NORD EST pour la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de LEWARDE et LOFFRE

Préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R.181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 autorisant la société SITA NORD à étendre et poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de LEWARDE et LOFFRE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2015 autorisant la société SITA NORD EST à se substituer à la société SITA NORD pour l'exploitation du site de LEWARDE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 imposant à la société SAS SUEZ RV NORD-EST des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de LEWARDE et LOFFRE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2021 imposant à la société SAS SUEZ RV NORD-EST des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LEWARDE et LOFFRE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donné acte préfectoral du 26 septembre 2016 autorisant le changement de nom de la société SITA NORD EST au profit de la société SAS SUEZ RV NORD-EST ;

Vu le courrier transmis par la société SUEZ RV NORD-EST à la préfecture du Nord le 23 décembre 2022 relatif à la mise en place d'un réseau de recirculation des lixiviats ;

Vu le dossier de porter à connaissance communiqué le 10 juillet 2023 et complété le 17 janvier 2024 – Version 3 du 30 novembre 2023 – transmis en préfecture du Nord le 10 octobre 2024, relatif à la mise en place d'un réseau de recirculation des lixiviats ;

Vu le rapport du 14 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 14 janvier 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant indiquée par courriel du 21 janvier 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications sollicitées par l'exploitant consistent à exploiter les cellules de stockage de déchets non dangereux du casier 8 en mode bioréacteur par la mise en œuvre d'un dispositif de réinjection des lixiviats au sein du massif de déchets, sans modification de l'implantation ou des capacités de stockage des cellules ;
2. les modifications présentées ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement, et peuvent être autorisées par voie d'arrêté de prescriptions complémentaires ;
3. il y a lieu, conformément au code de l'environnement, de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé rend nécessaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SUEZ RV NORD-EST ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Espace Européen de l'Entreprise – 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM 67 300 – est autorisée, dans les conditions prévues par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses activités autorisées par l'arrêté du 9 octobre 2008 modifié susvisé pour l'installation de stockage de déchets non dangereux située rue de l'égalité – lieu-dit « La Planchette » sur le territoire des communes de LEWARDE et LOFFRE.

Article 2 – Conformité aux dossiers

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers susvisés déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, des arrêtés complémentaires susvisés et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 – Identification du casier 8

Les deux premiers alinéas de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 modifié susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans le présent arrêté, la zone de stockage visée par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 susvisé est appelée « zone de stockage actuelle ».

Dans le présent arrêté, la zone de stockage faisant l'objet de la demande d'autorisation susvisée est appelée « extension » ou « casier 8 ».

Le casier 8 est exploité selon deux phases : a (cellules 1 à 16 et 18) et b (cellules 17, 19 à 30). »

Article 4 – Dispositions spécifiques à l'exploitation du casier 8 en mode bioréacteur (réinjection de lixiviats)

Article 4.1

Les articles 4.2 à 4.5 suivants complètent les dispositions du Titre V « Règles générales d'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 modifié susvisé.

Article 4.2 – Aménagement des cellules

Les cellules du casier 8 peuvent être exploitées en mode bioréacteur.

Les cellules exploitées en mode bioréacteur sont équipées d'un système de captage du biogaz, mis en place dès le début de la production de biogaz, et d'un système de réinjection des lixiviats.

La recirculation des lixiviats dans le massif de déchets est réalisée par l'intermédiaire d'un réseau de réinjection. Chaque réseau de réinjection est alimenté gravitairement depuis une cuve tampon dédiée et comprend des canalisations aériennes reliées à des brins de réinjection.

Les brins de réinjection sont constitués de tubes perforés en PEHD.

Les brins de réinjection sont placés au sein d'un massif de matériaux drainant, dans des tranchées drainantes creusées dans le massif de déchets à une profondeur de 1 m minimum sous le niveau fini de remplissage de déchets.

Les tranchées drainantes présentent les caractéristiques suivantes :

- distance minimale de 15 m par rapport aux flancs du casier afin d'éviter les fuites de lixiviats en couverture ;
- distance minimale de 20 m entre elles ;
- distance minimale de 10 m par rapport aux drains de captage du biogaz ;
- pente régulière supérieure à 1 %.

Un plan d'implantation des dispositifs de réinjection est tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3 – Réinjection des lixiviats

Les lixiviats destinés à la réinjection proviennent des bassins de stockage du site visés à l'article 133 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 modifié susvisé, dans les conditions fixées à l'article 138, et sont transférés par pompage et stockés en cuves tampons équipées d'un système de détection de fuite et placées sur rétention suffisamment dimensionnée.

L'aspersion des lixiviats est interdite.

Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.

Les lixiviats ne sont jamais réinjectés dans des cellules dédiées au stockage des mono-déchets.

Les lixiviats ne sont réinjectés que dans une cellule dans laquelle il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.

Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.

Chaque réseau d'injection est isolé hydrauliquement.

Le système de vannes sur le réseau de réinjection permet une gestion individuelle du débit de réinjection sur chaque brin de réinjection.

Chaque brin de réinjection est équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjecté. Les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.

Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.

Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau d'injection des lixiviats implanté à l'extérieur des cellules est prévenu selon des modalités définies par l'exploitant au travers d'une procédure écrite.

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Article 4.4 – Suivi de la réinjection contrôlée de lixiviats

La réinjection contrôlée de lixiviats est conduite selon des modalités de surveillance et des critères à respecter définis par l'exploitant au travers d'une procédure écrite.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte de manière hebdomadaire les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets au niveau de chaque brin de réinjection et un suivi des déchets réceptionnés dans la cellule afin d'évaluer l'état hydrique de la cellule.

Lorsqu'une cellule est exploitée en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.

Article 4.5 – Couverture intermédiaire

Toute cellule exploitée en mode bioréacteur est équipée d'une couverture intermédiaire d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à 5.10^{-9} m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la cellule.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 7 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires des communes de LEWARDE et de LOFFRE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LEWARDE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 27 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

